



Avril 2024



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Radiographie de l'antisémitisme en 2024

En 2023, le service de protection de la communauté juive (SPCJ) et le Ministère de l'Intérieur ont recensé 1676 actes antisémites. Près de 60% d'entre-eux portaient atteinte à des personnes et prenaient le plus souvent la forme de gestes et propos menaçants. Entre janvier et septembre 2023, le SPCJ et le ministère de l'intérieur recensaient en moyenne une quarantaine d'actes par mois. Dès le 7 octobre, jour de l'attaque du Hamas en territoire israélien, ce chiffre explosait avec une augmentation de plus de 1000%. C'est une constante : la médiatisation d'un évènement antisémite d'une gravité extrême agit comme un catalyseur et engendre presque systématiquement une recrudescence des manifestations de haine antijuive. Le SPCJ notait ainsi que l'attentat de l'école juive Ozar Hatorah à Toulouse s'était accompagné d'une augmentation de 200% des actes antisémites recensés. Pareil phénomène était également observé après l'attentat de l'hypercashier. Si cette dynamique n'est donc pas nouvelle, elle a toutefois pris une ampleur inédite depuis le 7 octobre.

Le massacre commis par le Hamas a constitué une onde de choc pour les communautés juives partout dans le monde et dans les opinions publiques occidentales. Le nombre considérable de victimes rapporté à la population du pays, le fait qu'il s'agissait majoritairement de civils – souvent des femmes et des enfants – et la nature des exactions commises expliquent probablement l'effroi ressenti. En qualifiant l'attaque de « pogrom », les communautés juives l'associent justement aux tragédies qui ont jalonné le XXe siècle. En France, la répercussion de cette attaque fut particulièrement notable. A l'effroi de découvrir que même l'Etat Juif ne constituait pas un rempart infaillible à l'antisémitisme, se sont additionnées les inquiétudes des Français Juifs pour leurs proches en Israël. A cet égard rappelons-le, l'attachement des Français Juifs à l'Etat Hébreu doit être compris non seulement à travers le fait que le pays est perçu comme un refuge aux persécutions, mais également à l'existence de liens familiaux et culturels nombreux entre les deux Etats.

Depuis le 7 octobre, les Français juifs vivent une période particulièrement éprouvante. A la douleur causée par les exactions du Hamas, se superpose la recrudescence des actes antisémites en France. Bien que des reportages journalistiques aient souligné cette situation difficile, il est à remarquer qu'aucune analyse quantitative spécifique n'a été entreprise jusqu'à présent pour en évaluer systématiquement l'impact.

L'American Jewish Committee (AJC), la Fondation pour l'innovation Politique (Fondapol) et l'institut français d'opinion publique (IFOP) collaborent depuis 2014 à la réalisation d'études destinées à mieux comprendre le phénomène de l'antisémitisme. Cette nouvelle étude s'inscrit dans le cadre d'une radiographie menée depuis 2019. A cet égard, cette édition 2024 poursuit cet effort avec une approche résolument barométrique. Si le dispositif méthodologique mis en place a été renouvelé, à périmètre égal, afin de pouvoir mesurer des évolutions, il a aussi continuellement été enrichi. Soulignons l'intégration cette année d'un volet digital réalisé par Deep Opinion, filiale du groupe IFOP dédiée à l'analyse des réseaux sociaux.

La multiplication d'actes antisémites dans le contexte du conflit entre Israël et le Hamas ravive un vieux débat : l'antisionisme est-il un antisémitisme ? Si pour certains, la réponse à cette question est évidente, ce débat nous semble en réalité particulièrement complexe. Tout d'abord, car si en théorie, l'antisionisme désigne l'opposition à l'existence d'un Etat nation Juif, le terme a connu un glissement sémantique et est souvent utilisé pour qualifier un discours ultra critique à l'égard d'Israël. Ensuite, il existe une zone d'ambiguïté entre l'expression légitime d'une critique à l'égard des politiques de l'Etat Hébreu et l'adoption de comportements violents à l'égard de personnes juives, sous couvert d'un antisionisme radical. Enfin, il nous semble important de reconnaître la grande subjectivité de ce débat. Cette étude ne prétend pas apporter de réponses définitives à cette question, mais cherche plutôt à éclairer comment les tensions actuelles influencent la diffusion des idées antisémites au sein de la population française et à examiner les répercussions de ces dynamiques sur la vie quotidienne des citoyens français de confession juive. Nous espérons que ces données contribueront à enrichir le débat en cours et encouragerons une réflexion plus approfondie sur ces enjeux.

Les objectifs de l'étude

- **Évaluer la perception de l'antisémitisme parmi les Français :** examiner comment les Français, en général, et les Français juifs, en particulier, perçoivent l'antisémitisme et identifier les changements dans cette perception depuis l'enquête de 2019.
- **Analyser la prévalence des idées antisémites en France :** investiguer l'étendue des idées antisémites dans la population française et explorer l'influence du contexte actuel sur leur propagation
- **Identifier les groupes avec une forte incidence d'idées antisémites :** objectiver et quantifier la surreprésentation d'idées antisémites dans certains segments de la population française
- **Mesurer la diffusion d'idées antisémites sur les réseaux sociaux :** évaluer la fréquence et la distribution des idées antisémites exprimées sur les plateformes de réseaux sociaux.
- **Quantifier les actes antisémites indépendamment des plaintes déposées :** mesurer la prévalence réelle des actes antisémites, en allant au-delà des statistiques basées uniquement sur les dépôts de plainte.
- **Comprendre l'impact du contexte actuel sur les Français Juifs :** explorer comment les conditions actuelles affectent la vie quotidienne des Français Juifs.

Les partis-pris méthodologiques

Un dispositif méthodologique particulièrement ambitieux a été mis en place. Trois enquêtes quantitatives ont été réalisées à peu près simultanément par internet entre le 12 février et le 22 mars 2024.

La première enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 2003 répondants, représentatif de la population Française âgée de 18 ans et plus. Elle portait sur leur perception de l'antisémitisme et sur leur adhésion à des idées antisémites. La grande taille de l'échantillon a permis une analyse précise selon diverses caractéristiques des répondants, incluant des variables socio-démographiques mais également économiques et idéologiques.

La deuxième enquête a été menée auprès de 527 personnes de confession musulmane résidant en France. Il est important de souligner que, conformément aux pratiques habituelles en France, toutes les enquêtes d'opinion sont basées sur la population résidente. Au sein de cette population, la part des personnes de nationalité étrangère reste minoritaire, ce qui justifie l'usage généralisé de l'expression « les Français », bien que cette appellation inclue également une faible proportion d'étrangers. Toutefois, au sein de la population musulmane en France, la proportion de personnes de nationalité étrangère est significativement plus élevée. Pour cette raison, dans l'analyse des résultats de cette enquête, nous ferons référence aux « personnes de confession musulmane vivant en France », afin de reconnaître cette particularité démographique.

La troisième enquête a sondé 500 Français de confession ou de culture juive pour évaluer leur exposition aux actes antisémites, leur perception de ces actes, et l'impact de l'événement du 7 octobre sur leur vie quotidienne. Bien qu'il soit complexe de garantir une représentativité parfaite de cette population en France, nous pensons que notre échantillon en capture assez fidèlement ses nuances. Notamment, 51% des sondés sont pratiquants, tandis que 49% se disent peu ou non pratiquants. La composition de l'échantillon présente également une parité de genre (51% d'hommes et 49% de femmes) et une distribution par tranche d'âge similaire à celle de la population française générale. Elle permet également d'analyser les résultats en fonction de l'origine des personnes (séfarades, ashkénaze ou les deux).

En plus des trois enquêtes quantitatives, nous avons mené une analyse approfondie des réseaux sociaux en utilisant divers outils de veille et de recherche. Cette étude a scruté les discussions en ligne liées à l'antisémitisme ainsi que les contenus explicitement antisémites sur les plateformes sociales. L'approche adoptée a combiné des aspects quantitatifs, par l'examen des volumes de discussions, et qualitatifs, en analysant la nature des expressions et interactions observées.

Enfin, les données recueillies ont été mises en perspective avec les statistiques du SPCJ, le traitement médiatique du sujet et les témoignages des associations.

Partie 1 : L'antisémitisme en France : entre prise de conscience nationale et inquiétude accentuée parmi les Français Juifs

- Une aggravation perçue de l'antisémitisme
- La haine d'Israël, première cause perçue à l'antisémitisme

Partie 2 : Dynamiques des idées antisémites dans la population française en 2024 : des préjugés stables mais en progression dans certaines catégories de la population

- Les idées antisémites ne progressent pas dans la population française mais demeurent répandues
- Une jeunesse un peu plus perméable à la légitimation d'actes antisémites sur fond d'évolution générationnelle dans le rapport à Israël
- Antisémitisme chez les musulmans : Préjugés en hausse au sein d'une population diverse dans ses relations avec les Juifs
- Les extrêmes politiques et l'antisémitisme : un terreau fertile

Partie 3 : Les Français juifs face à l'antisémitisme

- Des agressions multiples et protéiformes
- Une proportion significative de Français Juifs victimes d'un acte antisémite depuis le 7 octobre
- Le problème de l'école et des universités
- La question des réseaux sociaux
- Les Français Juifs depuis le 7 octobre : entre peur, isolement et réaffirmation identitaire

Partie 4 : L'antisémitisme en 2024, un sujet devenu politique

- Sur les réseaux sociaux, l'extrême gauche et l'extrême droite se mobilisent sur le sujet de l'antisémitisme
- La France insoumise est perçue par les Français Juifs comme étant la force politique qui contribue le plus à la montée de l'antisémitisme

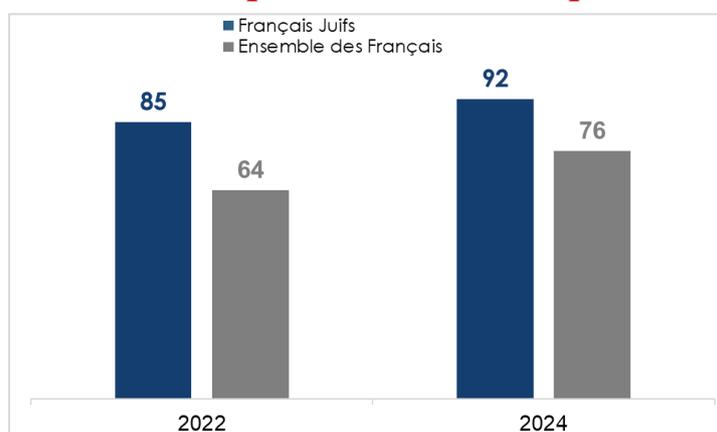
Conclusion

Partie 1 : L'antisémitisme en France : entre prise de conscience nationale et inquiétude accentuée parmi les Français Juifs

Une aggravation perçue de l'antisémitisme

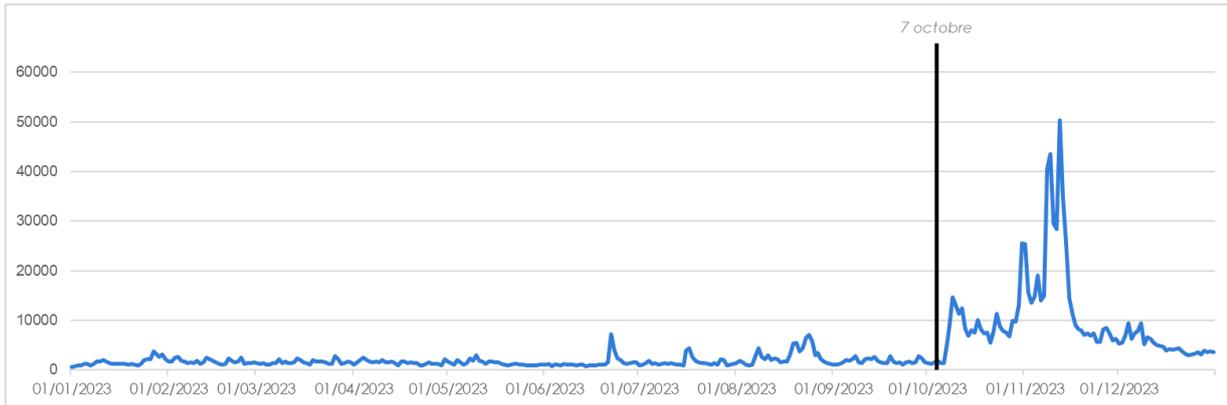
Six mois après l'attaque du 7 octobre et dans un contexte où les actes de haine à l'égard des Juifs ont fortement augmenté, l'antisémitisme est plus que jamais perçu comme étant répandu par les Français. 76% estiment que le phénomène est présent en France, une proportion en progression par rapport à celle enregistrée en 2022 (+ 12 points). Ce constat déjà partagé par 85% des Français juifs lors de la précédente enquête l'est à présent par 92% d'entre-eux (+ 7 points). Soulignons par ailleurs que 53% des Français Juifs répondent même qu'il est « tout à fait » répandu, une proportion également en hausse (+ 12 points).

Le sentiment que l'antisémitisme est un phénomène répandu ***Evolutions depuis 2022 - Total « répandu »***



Ces résultats s'inscrivent dans un contexte de forte augmentation des actes antisémites, mais également d'une médiatisation importante et d'une mobilisation politique réelle autour de ce sujet. L'analyse du nombre de mentions sur les réseaux sociaux montre ainsi que les termes « antisémites » et « antisémitisme » ont été cités 1030 438 fois en 2023, soit une moyenne de 2823 fois par jour. 53% des mentions ont été recensés après le 7 octobre, sur une période de moins de trois mois. Le pic de citations intervenant au moment de l'organisation de la marche contre l'antisémitisme. L'analyse plus poussée des contenus montre qu'un nombre très important de publications visent à dénoncer les actes antisémites ou à les rapporter. Si une partie de ce phénomène témoigne d'une probable instrumentalisation politique du sujet – nous reviendrons sur ce point – il dit aussi quelque chose de la mobilisation réelle pour en faire connaître l'ampleur.

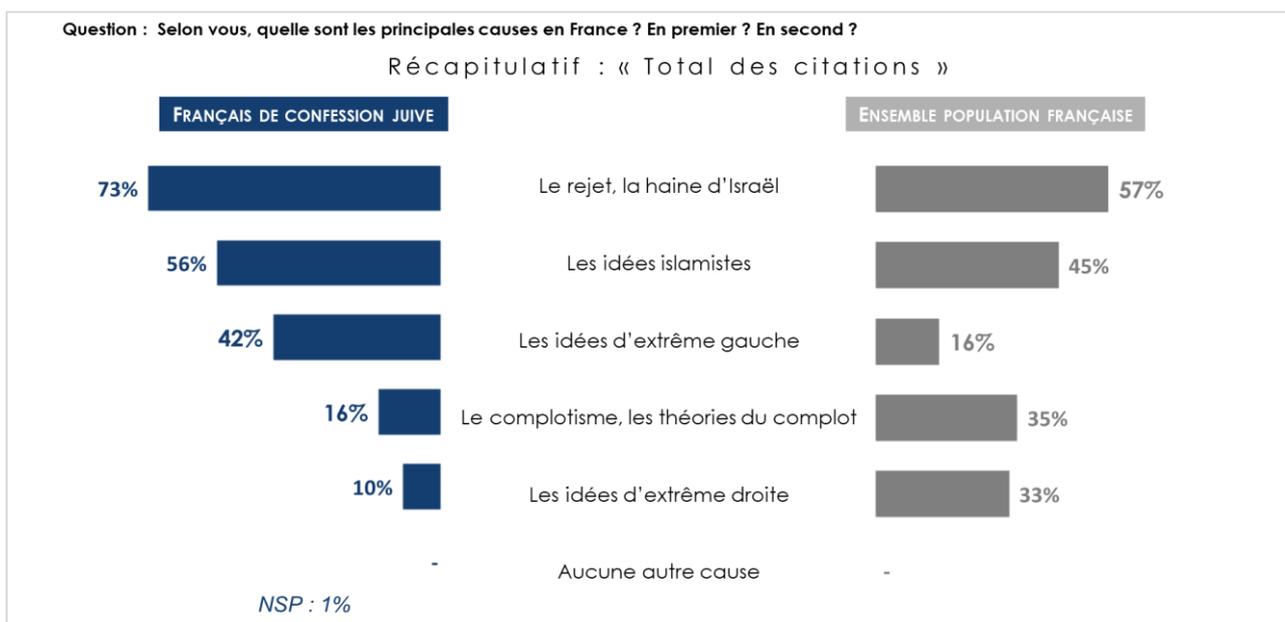
Évolution du volume de mentions en lien avec l'antisémitisme et/ou l'antisionisme



La haine d'Israël est la première cause perçue de l'antisémitisme

En 2022, la haine d'Israël était déjà identifiée par les sondés des deux échantillons comme étant la principale cause de l'antisémitisme. Si cette raison est toujours citée par un tiers des Français en premier, elle l'est à présent par pratiquement une personne de confession juive sur deux (49%, + 14 points) et 73% au total (en prenant en compte la première et la deuxième cause citée). Les idées islamistes sont également largement avancées dans les deux échantillons. Différence notable enregistrée entre les deux populations : les personnes de confession juive citent beaucoup plus « les idées d'extrême gauche », notamment comme étant la 2e cause de l'antisémitisme. Dernier point notable, les idées d'extrême droite ne sont plus citées que par 10% des Français juifs au total et 4% en premier.

La cause perçue de l'antisémitisme



Partie 2 : Dynamiques des idées antisémites dans la population française : des préjugés stables mais en progression dans certaines catégories de la population

Les idées antisémites ne progressent pas dans la population française mais demeurent répandues

Au-delà de la perception du phénomène, cette radiographie vise également à mesurer la prévalence des idées et opinions antisémites dans la population française et leur éventuelle progression ou régression dans le temps. L'analyse des résultats de l'enquête montre que la recrudescence des actes antisémites dans le contexte du conflit opposant Israël au Hamas ne s'accompagne pas d'une diffusion des idées antisémites dans la population française. La proportion de sondés adhérant aux préjugés reste inchangée par rapport à 2022, bien qu'une minorité significative continue à y souscrire. De même, l'expression assumée d'une antipathie pour les Juifs demeure minoritaire (6% contre 5% en 2022). Pas plus que la crise du Coronavirus ne s'était accompagnée d'une augmentation des opinions antisémites, le conflit opposant Israël et le Hamas ne se traduit pas par leur diffusion dans la population. On observe en revanche leur progression au sein de la population musulmane, point sur lequel nous allons revenir.

Au-delà de l'analyse individuelle des réponses, nous avons adopté cette année une approche de *clustering* pour segmenter la population française selon plusieurs critères : le niveau d'adhésion aux préjugés, la tolérance face à des actes à caractère antisémite, et les perceptions envers la population juive. Cette méthode s'est déroulée en deux étapes principales. La première étape a consisté en une analyse factorielle exploratoire, qui a permis d'isoler 18 groupes de réponses fortement corrélées. Ces 18 facteurs offrent une représentation exhaustive et diversifiée des opinions recueillies. La seconde étape a utilisé une analyse de clustering hiérarchique pour regrouper les répondants en clusters les plus homogènes possible. Cette technique met en lumière une hiérarchie des variables et illustre la manière dont les répondants sont regroupés selon les similarités de leurs opinions. L'objectif de cette analyse est de catégoriser les réponses de manière objective, basée sur les opinions exprimées par les participants.

Cette méthode nous a permis de segmenter la population en cinq groupes :

- Premier groupe (17 % de la population française) : Ce groupe ne souscrit à aucun préjugé antisémite et considère comme inacceptables tous les actes antisémites testés, tels que les blagues sur la Shoah, les menaces envers des individus soutenant Israël, ou les tags sur des synagogues. Les membres de ce groupe expriment également de la sympathie envers les Juifs.
- Deuxième groupe (27 % de la population) : Les personnes de ce groupe ne présentent aucun préjugé antisémite et jugent inacceptables les mêmes actes antisémites que le premier groupe. Cependant, elles expriment une indifférence vis-à-vis des Juifs. Cumulé au premier groupe, cela représente 44 % des Français qui rejettent tout préjugé antisémite et désapprouvent les actes testés.

- Troisième groupe (22 % de la population) : Ce groupe affiche un faible niveau d'antisémitisme. Il inclut des individus qui peuvent adhérer occasionnellement à un préjugé mais qui considèrent tous les actes comme inacceptables, ou ceux qui trouvent acceptable de faire des blagues sur la Shoah tout en ne souscrivant à aucun préjugé.
- Quatrième groupe (24 % de la population) : Caractérisé par un fort niveau d'adhésion aux préjugés antisémites, les membres de ce groupe ne tolèrent cependant pas les actes violents. Bien qu'imprégnés de préjugés, ils condamnent les actes antisémites. Par ailleurs, ils ne minimisent pas l'ampleur du phénomène et considèrent majoritairement les juifs comme étant le groupe ethnique ou religieux le plus largement victime d'actes violents.
- Cinquième groupe (10 % de la population) : Ce groupe se distingue par une forte adhésion aux préjugés antisémites et une tolérance à la violence. Nous considérons ce groupe comme étant le plus clairement antisémite. Seulement 20% des membres de ce cluster estiment que les juifs sont le groupe ethnique ou religieux le plus largement victime (contre 54% pour le groupe 4 et 52% pour l'ensemble de l'échantillon). Ils estiment aussi beaucoup plus que l'antisémitisme est uniquement « le problème des juifs » (44% contre 13% pour le groupe 4 et 9% pour l'ensemble de l'échantillon). 48% des membres du groupe 5 expriment de l'antipathie pour Israël (contre 16% pour le groupe 4 et 14% pour l'ensemble de l'échantillon) et plus d'un tiers ressentent à l'inverse de la sympathie pour le Hamas (35% contre 5% pour le groupe 4 et 6% pour l'ensemble de l'échantillon). Ils estiment d'ailleurs assez largement que la création d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste (63% contre 23% pour le groupe 4 et 16% pour l'ensemble de l'échantillon). Enfin, ils entretiennent un rapport particulier à la Shoah : seulement 43% estiment qu'il s'agit d'un crime monstrueux (contre 70% pour le groupe 4 et 75% pour l'ensemble de l'échantillon).

En appliquant cette classification, nous constatons que 44 % des Français ne montrent aucun signe d'antisémitisme. Par ailleurs, 22 % des individus paraissent généralement exempts d'antisémitisme, même si certaines de leurs attitudes peuvent occasionnellement manifester une certaine ambivalence. Enfin, 34 % des Français présentent des tendances antisémites, y compris un sous-groupe de 10 % qui manifeste à la fois un fort attachement aux préjugés envers les Juifs et une tolérance envers la violence antisémite. Il est complexe de déterminer avec précision qui est antisémite à partir des seules réponses d'une enquête, et cette classification ne prétend pas être exhaustive. Cependant, elle propose une perspective utile pour analyser la prépondérance de certains segments de la population aux attitudes antisémites, comme nous allons le voir.

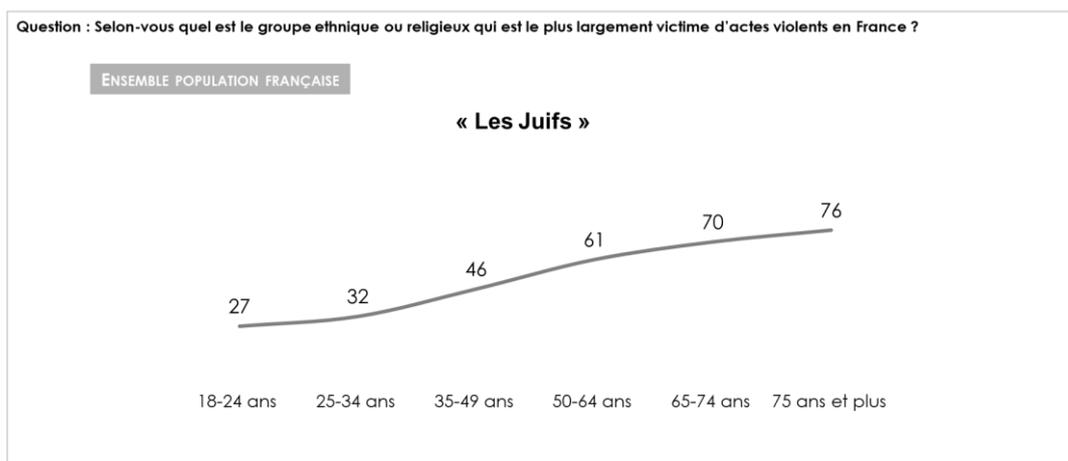
Une jeunesse un peu plus perméable à la légitimation d'actes antisémites sur fond d'évolution générationnelle dans le rapport à Israël

La recrudescence d'incidents antisémites sur les campus, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, soulève des interrogations quant à l'existence, en Occident, d'une fraction de la jeunesse qui, bien que se revendiquant antisioniste, pourrait en réalité véhiculer des idées antisémites. Ce débat revêt une complexité notable. Il existe en effet une zone d'ambiguïté entre l'expression d'une indignation pouvant être légitime à l'égard des politiques menées par Israël et le glissement vers des attitudes qui sous-couvert d'un antisionisme revêtent une dimension excluante, voire violente. Nous tâcherons

donc d'être rigoureux et nuancé dans notre analyse, sans tomber dans la facilité et le fantasme d'une jeunesse qui céderait tout entière aux sirènes du wokisme et de la cancel culture.

Dans le cadre de cette étude, nous avons demandé aux Français d'indiquer selon eux quel groupe ethnique ou religieux était le plus largement victimes d'actes violents en France. 52% des sondés indiquent qu'il s'agit des Juifs (50%), devant les Musulmans (19%), les Catholiques (15%), les Noirs (10%) et les Roms (4%). L'analyse des résultats en fonction de l'âge du répondant met en lumière un effet générationnel majeur. Si 76% des plus de 75 ans citent les Juifs, cette proportion n'est plus que de 27% chez les moins de 25 ans et la baisse est linéaire avec l'âge.

Le sentiment que les Juifs constituent le groupe ethnique ou religieux qui est le plus largement victime d'actes violents en France **« Les Juifs » Résultats détaillés selon l'âge**



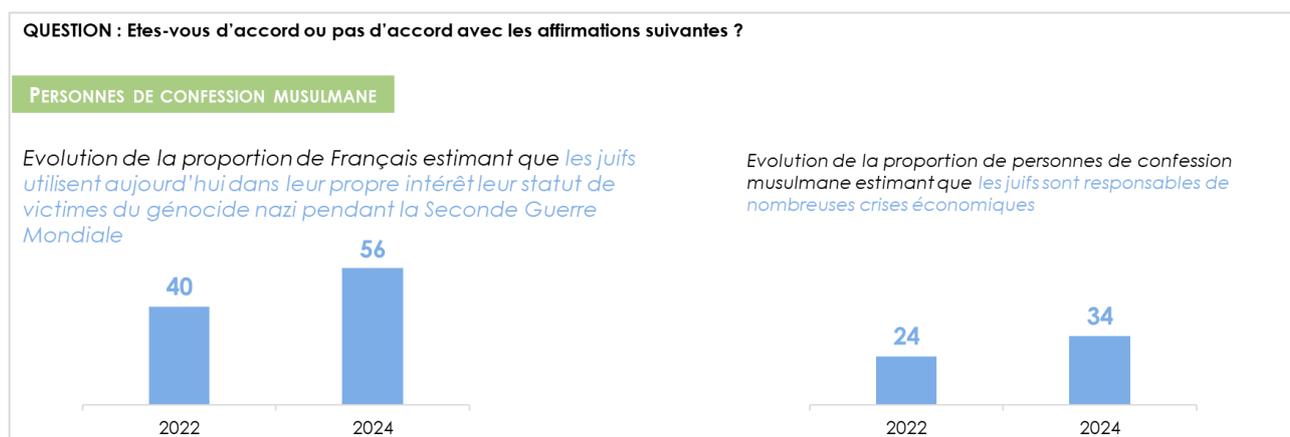
Ce résultat témoigne selon nous d'une évolution assez spectaculaire des représentations. Socialisés après la seconde guerre mondiale, les plus de 75 ans conservent la mémoire des persécutions antisémites et de la Shoah, alors qu'à l'inverse, les moins de 25 ans en sont plus éloignés et plus souvent ignorants. Bien sûr, ce résultat témoigne aussi d'une juste sensibilité dans les jeunes générations aux violences objectivement subies par les personnes de couleur, mais il dit aussi peut-être quelque chose d'une jeunesse qui, consciemment ou non, peine à voir les Juifs comme étant des victimes. Plusieurs observateurs présents à la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre relevaient d'ailleurs la faible présence des jeunes au sein des cortèges. On notera également que l'analyse des enquêtes d'opinion portant sur le conflit israélo-palestinien montre un clivage générationnel majeur dans l'attitude à l'égard d'Israël. Refuge des rescapés de la Shoah pour les générations les plus âgées, l'Etat Hébreu est davantage perçu par les jeunes comme étant une puissance coloniale. Ce phénomène ne concerne pas seulement la France, mais est observé dans la plupart des grandes démocraties occidentales. On notera enfin que si seulement 6% des Français expriment de la sympathie pour le Hamas, cette proportion monte à 14% chez les moins de 35 ans contre seulement 2% des plus de 65 ans.

Nous avons analysé la répartition des groupes d'âge 18-24 ans et 25-34 ans au sein de nos cinq groupes classifiés. Parmi les jeunes de moins de 25 ans, 37 % se situent dans les deux groupes à tendance antisémite, un chiffre comparable à la proportion observée dans l'ensemble de la population française, qui est de 34 %. Toutefois, il est notable que cette tranche d'âge est sous-représentée dans le groupe 4, « Préjugés non violents » (13 % contre 24 % pour l'ensemble des Français), mais sur-représentée dans le groupe 5, « Préjugés tolérants à la violence » (24 % contre 10 % pour l'ensemble des Français). Un phénomène similaire est observé chez les 25-34 ans, où 20 % appartiennent au groupe 4 et 23 % au groupe 5. Ainsi, 43 % de cette tranche d'âge appartient à l'un des deux groupes à tendance antisémite, ce qui en fait la catégorie d'âge qui surreprésente le plus au sein de ces groupes. On observe donc bien un phénomène de sur-représentation des jeunes dans le groupe 5, phénomène qui s'explique par un plus haut niveau de tolérance à la violence. On notera d'ailleurs que le groupe 5 est masculin (67% d'hommes) et jeune (58% de moins de 35 ans alors que cette tranche d'âge pèse pour 25% de la population française). Alors qu'à l'inverse, le groupe 4 présente un sex-ratio assez équilibré (51% d'hommes ; 49% de femmes, soit une très légère surreprésentation des hommes qui pèsent pour 48% de la population) et une moyenne d'âge un peu plus élevée, liée à une sous-représentation des moins de 25 ans et à une légère surreprésentation des plus de 65 ans (32% contre 25% dans l'ensemble de la population). Olivier Galland et Marc Lazar ont mis en lumière dans leur étude intitulée « Une jeunesse plurielle », une propension accrue des jeunes à tolérer la violence. Cette observation pourrait expliquer pourquoi les individus de moins de 35 ans sont surreprésentés dans le groupe 5. Il est raisonnable de supposer que ce phénomène est associé à l'âge et que ces individus évolueront vers d'autres groupes en vieillissant. En revanche, il est probable que les écarts observés dans le rapport à Israël et aux Juifs relèvent d'une différence générationnelle.

Antisémitisme chez les musulmans : Préjugés en hausse au sein d'une population diverse dans ses relations avec les Juifs

Les résultats de l'étude révèlent une augmentation des préjugés antisémites parmi la population musulmane, un groupe déjà identifié par plusieurs études comme ayant un niveau élevé d'adhésion à ces idées. On observe une progression significative sur quatre affirmations à caractère antisémite : « les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine des médias » (59% d'adhésion, + 5 points par rapport à 2022), « les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de la politique (55%, + 13 points), « les Juifs utilisent aujourd'hui leur propre statut de victime du génocide nazi (56%, + 14 points) » et « les Juifs sont responsables de nombreuses crises économiques » (34%, + 10 points). Bien que le conflit entre Israël et le Hamas n'ait pas entraîné une augmentation des préjugés dans l'ensemble de la population française, il semble agir comme un catalyseur pour renforcer les idées antisémites au sein de certains segments de la population musulmane, qui s'identifient plus fortement à la cause palestinienne.

L'adhésion à différentes affirmations sur les Juifs Evolutions depuis 2022



Une enquête réalisée par l'IFOP pour le JDD¹ en décembre 2023 montrait ainsi que les personnes de confession musulmane étaient plus enclines à éprouver de la sympathie pour l'autorité palestinienne (53% contre 10% dans l'ensemble de la population française), le Hamas (19% contre 3%) et de l'antipathie pour Israël (39% contre 15%). 45% des sondés estimaient également que les actes du Hamas relevaient d'actions de résistance (opinion partagée par seulement 10% des Français) contre 29% d'actes terroristes et 26% de crimes de guerre. Enfin, elles estimaient plus largement que les autorités et les médias étaient du côté d'Israël.

Nous avons également analysé la répartition des personnes de confession musulmane dans nos cinq groupes. Les deux tiers se positionnent dans nos deux groupes à tendance antisémite (66%), ce qui en fait le segment de population le plus largement présent dans ces deux clusters. En revanche, s'ils sont surreprésentés dans le groupe 4 (50%), ils ne sont pas très nombreux dans le groupe 5 (16%). Les résultats de l'étude viennent ainsi battre en brèche l'idée d'une population qui serait tout entière encline à la violence antisémite. On notera d'ailleurs que si 16% des musulmans se retrouvent dans le groupe 5, c'est une proportion proche de celle observée pour les catholiques pratiquants (14%). Comme en population générale, les musulmans qui se retrouvent dans le groupe 5 sont plutôt des hommes jeunes, à la religiosité affirmée ou du moins participant souvent à des activités religieuses et communautaires.

Pour conclure, il convient de souligner que près d'un tiers des individus de confession musulmane se répartissent parmi les trois groupes affichant une absence de préjugés antisémites, ce qui met en évidence l'hétérogénéité des positions au sein de cette population vis-à-vis des Juifs.

¹ Etude réalisée par internet auprès d'un échantillon de 802 personnes, représentatif de la population musulmane résidente en France métropolitaine. Terrain du 15 au 22 décembre 2023.

Les extrêmes : un terreau fertile aux idées antisémites

Nous avons examiné la présence des sympathisants des différents partis politiques au sein des cinq groupes de notre classification, en accordant une attention particulière aux formations politiques souvent accusées d'antisémitisme. Il ressort que les sympathisants de La France Insoumise (LFI) sont particulièrement surreprésentés dans les deux groupes à tendance antisémites : 46% d'entre eux s'y retrouvent. Ce phénomène est encore plus marqué dans le groupe 5, qui se caractérise par une adhésion à de nombreux préjugés antisémites et une tolérance envers les actes antisémites. En effet, 19% des sympathisants de LFI appartiennent à ce groupe (contre 10% des Français).

Notre analyse s'est également penchée sur la répartition des sympathisants issus de divers mouvements politiques d'extrême gauche et de gauche radicale. Face à la dispersion des affiliations et à la modestie numérique de certains partis, nous avons consolidé les sympathisants de Lutte Ouvrière, du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), du Parti Communiste Français (PCF) et de La France Insoumise (LFI) en une catégorie unifiée, qui représente 13 % de la population française. Parmi ces sympathisants, 55 % se répartissent dans les deux catégories présentant une inclinaison antisémite, avec une proportion notable de 30 % se retrouvant dans le cinquième groupe, celui caractérisé par un antisémitisme ouvert et une tolérance à la violence.

Les sympathisants d'extrême gauche en général et de la France insoumise en particulier sont jeunes : respectivement 45% et 42% ont moins de 35 ans alors que cette tranche d'âge ne pèse que pour 25% de la population française. Nous avons donc contrôlé l'âge en comparant les résultats des sympathisants d'extrême gauche et de la France insoumise de moins de 35 ans avec les résultats pour l'ensemble des moins de 35 ans. 63% des sympathisants d'extrême gauche de moins de 35 ans se classent dans les deux groupes à tendance antisémite (45% pour les sympathisants LFI de moins de 35 ans) et ils sont 50% à se classer dans le groupe 5 (31% pour les sympathisants LFI). En comparaison, 40% de l'ensemble des moins de 35 ans se classent dans les deux groupes à tendance antisémite et 23% dans le groupe 5. En raisonnant à âge équivalent, on observe donc bien une surreprésentation des sympathisants d'extrême gauche et de la France insoumise dans le groupe 5. 48% des sympathisants d'extrême gauche de plus de 35 ans se classent dans les deux groupes à tendance antisémite (46% des sympathisants LFI de plus de 35 ans) contre 32% pour l'ensemble des plus de 35 ans en France. On notera en revanche que si les sympathisants d'extrême gauche de plus de 35 ans sont plus nombreux que les plus de 35 ans en général dans le groupe 5 (13% contre 7%), cette proportion est faible par rapport à celle observée pour les sympathisants LFI de moins de 35 ans (50%). Au final, en contrôlant l'âge, on observe donc bien une surreprésentation des sympathisants d'extrême gauche en général et LFI en particulier dans les deux groupes à tendance antisémite. On peut donc raisonnablement penser qu'une partie des personnes affiliées à l'extrême gauche entretiennent bien un rapport « particulier » avec les juifs.

On notera en revanche que les sympathisants d'EELV sont ceux qui surreprésentent le moins dans les deux groupes à tendance antisémites, toutes formations politiques confondues. Ainsi, seulement 16% des sympathisants EELV sont présents dans les groupes 4 et 5 (et 5% dans le groupe 5). Enfin, les sympathisants PS sont 23% à se classer dans les groupes 4 et 5, soit un niveau inférieur à la moyenne nationale.

A l'extrême droite de l'échiquier politique, on observe que les sympathisants RN surreprésentent également dans les deux groupes à tendance antisémite (44%). Mais c'est seulement dans le groupe 4 « préjugés non violents » qu'ils sont davantage présents (35%), alors qu'ils sont 9% à se positionner dans le groupe 5 (10% des Français). On notera également que les sympathisants LR sont surreprésentés dans le groupe 4 (39% des sympathisants vont dans ce groupe) mais très peu présents dans le groupe 5 (3%). Finalement, on observe bien une surreprésentation des sympathisants LFI, RN et LR dans les groupes à tendance antisémite, la différence étant dans le positionnement dans chacun des deux groupes. Les sympathisants RN et LR sont davantage présents dans le groupe 4, alors que les sympathisants LFI ressortent plus fortement dans le groupe 5.

En conclusion, on constate que nos deux groupes à tendance antisémite sont en réalité très différents. Le groupe 4 est équilibré en termes de genre, assez âgé et marqué à droite et à l'extrême droite. A l'inverse le groupe 5 est masculin, jeune et très affilié à l'extrême gauche.

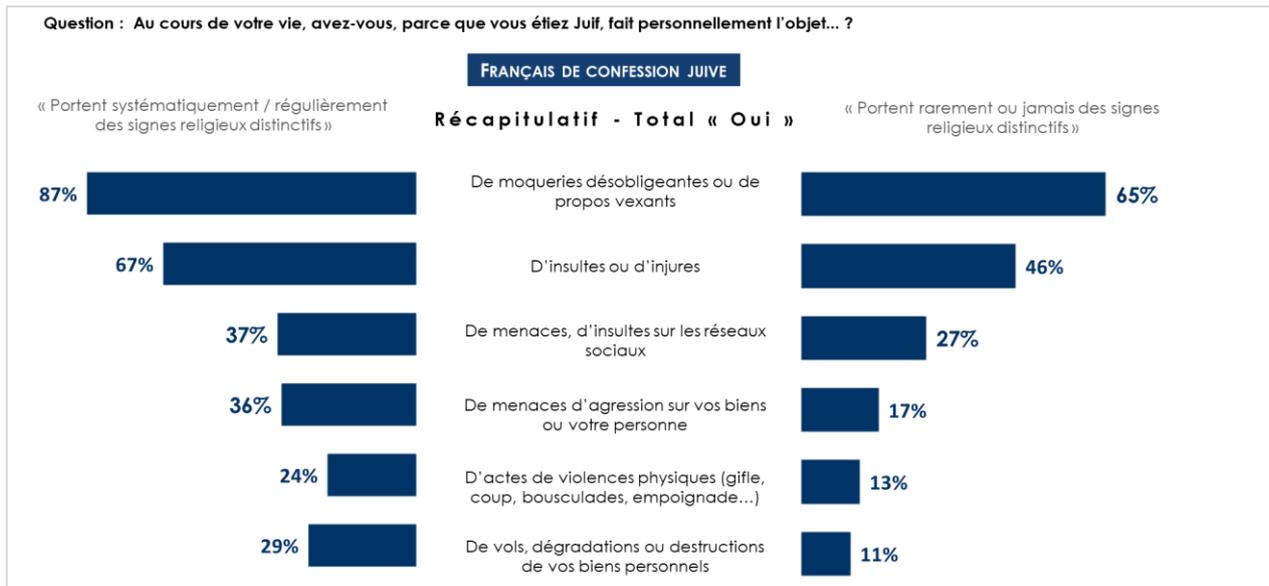
Pour finir, les conclusions de l'enquête révèlent cette année l'émergence d'un nouveau segment démographique particulièrement sensible à l'antisémitisme : les partisans de la Russie poutinienne. Selon les données recueillies, 4% des Français expriment leur soutien à la Russie dans le contexte du conflit ukrainien, tandis que 54% se rangent du côté de l'Ukraine et 42% ne soutiennent aucun des deux camps. Parmi les partisans de la Russie, 74% se trouvent dans nos deux catégories caractérisées par une tendance à l'antisémitisme, et 36% appartiennent spécifiquement au groupe le plus sévèrement antisémite (contre 10% des Français).

Partie 4 : Les Français juifs face à l'antisémitisme

Des agressions multiples et protéiformes

Les résultats de cette nouvelle radiographie, mettent en évidence à nouveau l'ampleur des actes antisémites subis par les Français Juifs. Si trois quarts des sondés ont déjà fait l'objet d'une moquerie à caractère antisémite (73%), les faits plus graves sont également fréquents. 54% des personnes interrogés ont déjà été insultées car juives, 32% ont fait l'objet de menaces sur les réseaux sociaux. Les menaces d'agression concernent un quart des sondés (24%). Enfin, on notera que de façon constante depuis 2019, près d'une personne sur cinq indique avoir déjà été agressée physiquement (18%). Les personnes portant des signes religieux distinctifs sont plus exposées, mais les niveaux enregistrés auprès des personnes « non visibles » sont également importants. Si ces dernières sont moins susceptibles d'être agressées dans la rue, elles sont exposées notamment à l'école et dans l'environnement professionnel où leur judéité peut finir par se savoir.

L'expérience d'actes antisémites Selon le port de signes religieux



Dans 47% des cas, l'agresseur était connu, souvent un camarade de classe, parfois un voisin ou un collègue. Les agressions ne débouchent que très rarement sur des plaintes (14%), même lors des cas de violence physique (31%). Un phénomène qui s'explique notamment par le sentiment que la poursuite judiciaire n'aboutira pas (43% au global et 61% des victimes d'agression physique).

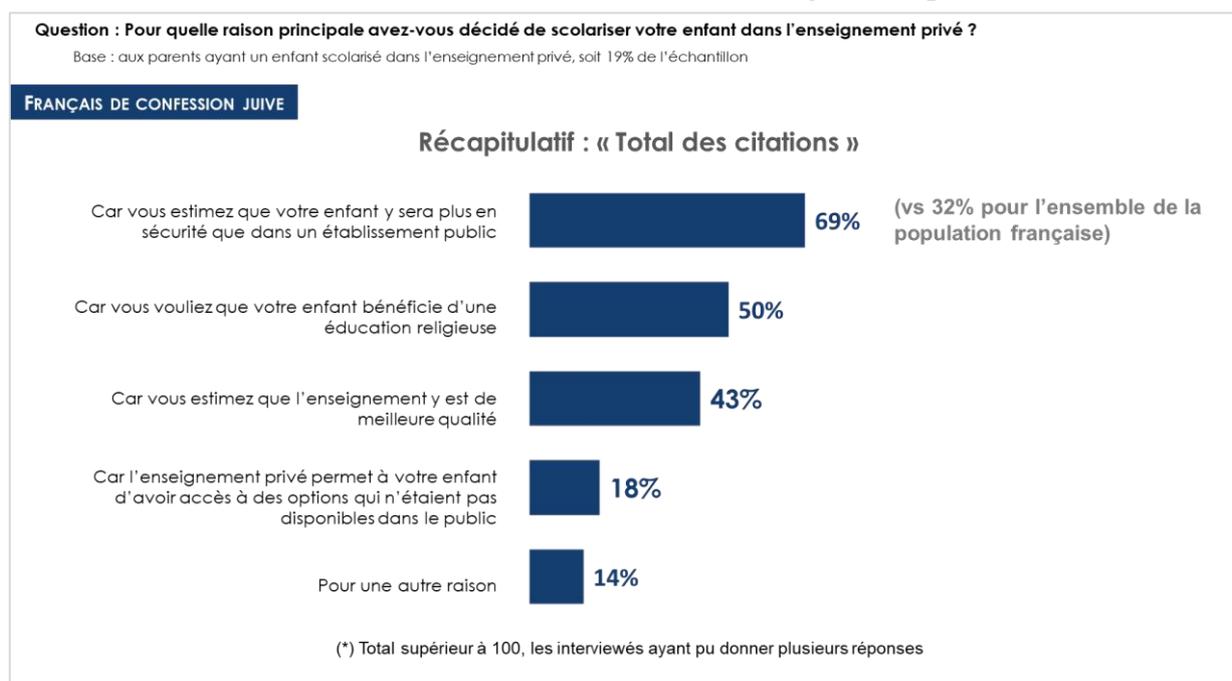
Un quart des Français juifs indiquent avoir subi un acte antisémite depuis le 7 octobre

25% des Français juifs indiquent avoir été victimes d'un acte antisémite depuis le 7 octobre et ils sont même 12% à dire que cela s'est produit à plusieurs reprises. Ce chiffre monte par ailleurs à 36% pour les personnes qui portent systématiquement ou régulièrement des signes religieux distinctifs et 37% pour les moins de 25 ans. Les données que nous évoquons peuvent inclure un large éventail d'incidents, allant de commentaires désobligeants sur les réseaux sociaux à des agressions physiques caractérisées. Elles sont basées sur de l'auto-déclaration et ont par conséquent parfois une dimension subjective. Elles suggèrent néanmoins que le nombre d'actes antisémites réels est vraisemblablement bien supérieur aux 1676 incidents officiellement enregistrés par le ministère de l'intérieur et le SPCJ. Chiffre qui rappelons-le, repose principalement sur le dépôt de plainte. Or, comme nous l'avons vu, les victimes se rendent rarement dans les commissariats. Ces agressions se produisent fréquemment dans des situations où les identités juive et israélienne sont confondues, et où les tensions politiques au Proche-Orient servent de prétexte, ou tout du moins, mènent à des échanges menaçants ou à des actes de violence. A cet égard, on notera que 61% des personnes juives indiquent qu'elles ont souvent ou de temps en temps le sentiment d'être accusé ou rendu responsable des actions du gouvernement israélien.

Le problème de l'école et des universités

De façon constante depuis 2019, les résultats de la radiographie montrent que l'école constitue le premier lieu d'exposition à des actes antisémites. En 2024, 62% des victimes indiquent avoir fait l'objet d'injures, de menaces ou d'actes de violences physiques dans un établissement scolaire. 42% affirment même que cela s'est produit à plusieurs reprises. Le problème de l'école n'est pas nouveau et depuis une vingtaine d'années, les familles juives font souvent le choix de la scolarisation de leur(s) enfant(s) dans les établissements privés. Dans notre échantillon, 43% des parents indiquent avoir au moins un enfant dans une école juive, 16% dans un établissement catholique et 4% dans une école privée laïque. Au total, c'est 61% des familles qui font le choix de la scolarisation dans le privé. Un phénomène qui apparaît massif en comparaison avec les données enregistrées en population générale (18%). Si le choix de la scolarisation dans les établissements confessionnels est souvent dicté par des aspects religieux (34% des parents citent cette raison en premier et 50% au total), il répond avant tout à une problématique de sécurité. 37% des parents de notre échantillon expliquent ainsi avoir choisi le privé car ils estimaient que leur enfant y serait plus en sécurité et 69% ont cité cette réponse au total.

Les raisons de la scolarisation dans l'enseignement privé

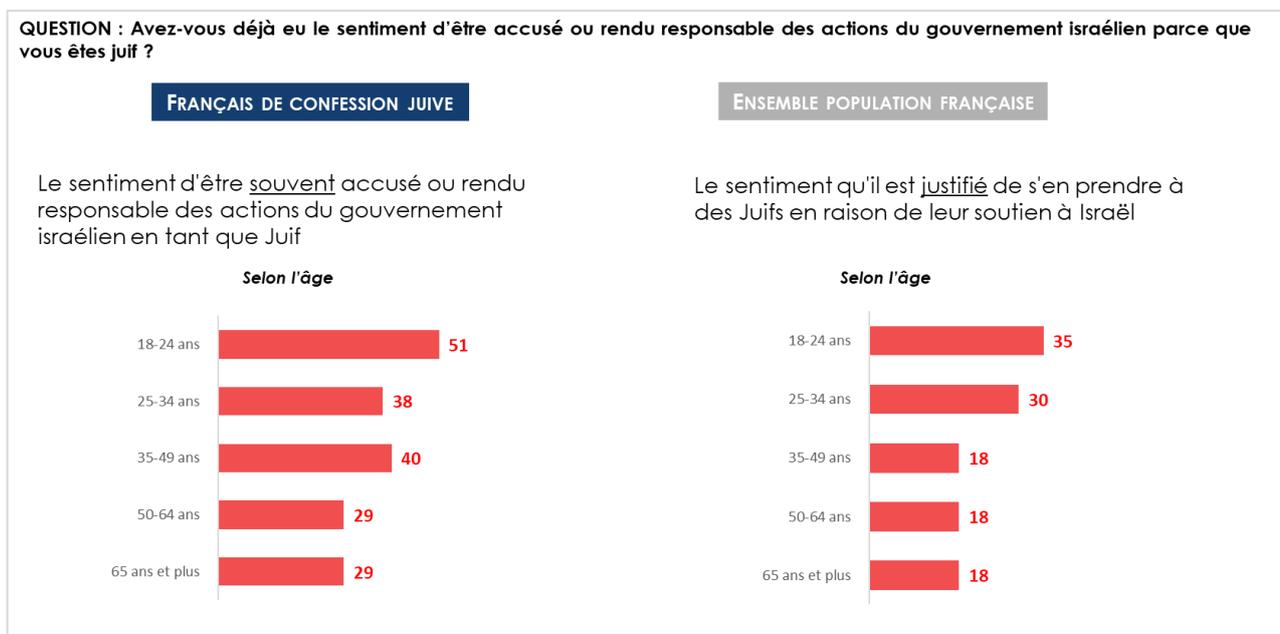


Si les incidents à l'école ne sont pas nouveaux, les données du SPCJ montrent qu'ils ont connu une recrudescence depuis le 7 octobre. Entre janvier et septembre 2023, le nombre d'actes recensés s'établissait entre 0 et 14 avant de bondir à 60 en octobre et 66 en novembre. Le phénomène ne se limite pas à l'enseignement secondaire. 67 actes antisémites ont été relevés dans des établissements du supérieur par France Universités et depuis plusieurs mois les étudiants juifs expriment un malaise. A ce sujet, on notera que les jeunes français juifs sont davantage victimes d'actes antisémites : 64% des moins de 25 ans ont déjà été insultés et 31% affirment avoir déjà fait l'objet de menaces. Et si un quart des Français de confession juive indiquent avoir fait l'objet d'un acte antisémite depuis le 7 octobre, cette proportion est de 37% chez les moins de 25 ans. Il est notable que l'opinion justifiant les attaques contre une personne juive, en raison de son soutien présumé ou avéré au gouvernement

israélien, est particulièrement répandue parmi les jeunes de moins de 25 ans au sein de la population générale, atteignant 35%. Parallèlement, au sein de la communauté juive française, une part significativement plus importante de personnes dans cette même tranche d'âge rapporte être fréquemment accusée ou tenue pour responsable des agissements du gouvernement israélien.

Le sentiment d'être accusé ou rendu responsable des actions du gouvernement israélien en tant que Juif

Focus jeunes



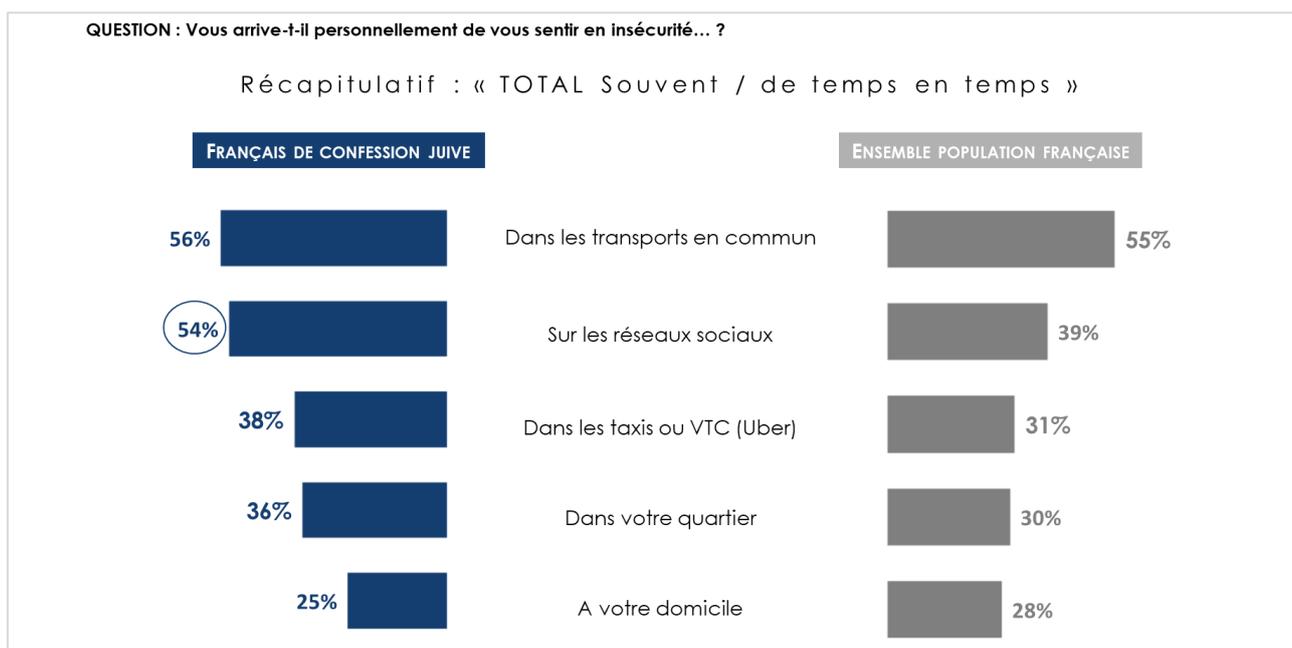
Dans une étude réalisée par l'IFOP pour l'UEJF² en 2023, 83% des étudiants juifs interrogés estimaient que les actes et violences d'extrême gauche représentaient une menace importante pour les étudiants juifs (dont 49% une menace très importante), une proportion supérieure à celle observée pour les violences d'extrême droite (63%). Dans les universités marquées par une influence forte de groupes affiliés à l'extrême gauche, les étudiants juifs préfèrent souvent taire leur identité par peur d'être tenu comptable de la situation au Proche-Orient. Quand, ils expriment une voix dissonante sur le conflit israélo-palestinien – En parlant des viols subis par les femmes israéliennes le 7 octobre ou en rappelant que des otages sont encore détenus par le Hamas – ils se heurtent à une minorité virulente.

² Etude réalisée par internet en juin 2023 auprès d'un échantillon de 237 étudiants juifs et d'un échantillon de 802 personnes, représentatif de la population étudiante en France

La question des réseaux sociaux

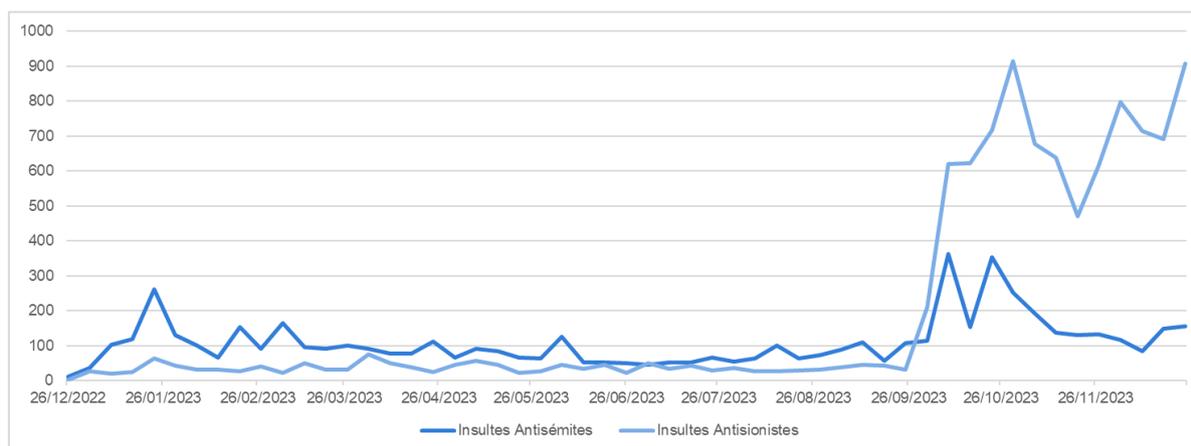
Nous avons mesuré le sentiment d'insécurité des Français juifs dans différents lieux et nous l'avons comparé à celui enregistré en population générale. Le niveau d'insécurité ressenti est un peu plus élevé pour les Français Juifs dans leur quartier (36% contre 30%), les taxis et VTC (38% contre 31%), mais c'est sur les réseaux sociaux que l'écart est le plus marqué (54% contre 39%).

Le sentiment d'insécurité dans différents endroits *Résultats sur le Total souvent / De temps en temps*



Dans le même temps, nous avons procédé à une analyse des contenus antisémites et antisionistes sur les réseaux sociaux par le biais de différents outils de veille et de recherche. L'analyse met en évidence une augmentation des contenus à caractère antisémite à partir du 7 octobre, mais le niveau enregistré redescend rapidement. Les insultes et propos ouvertement antisémites sont globalement peu présents en ligne, probablement du fait d'une modération assez efficace des plateformes. On observe en revanche un pic de propos très antisionistes, souvent caractérisés par un ton outrancier. De nombreux contenus font ainsi référence au nazisme ou à la Shoah. Bien que le volume de contenus antisionistes soit conséquent, il n'atteint pas une proportion écrasante. Toutefois, il est probable que, influencés par les algorithmes des plateformes, les Français Juifs s'y retrouvent surexposés. Les réseaux sociaux, en effet, tendent à amplifier certains échos plutôt que de fournir un reflet fidèle de la réalité. Ainsi, une personne juive qui se renseigne sur le conflit israélo-palestinien sur les réseaux sociaux pourrait percevoir, à travers les commentaires, une adhésion plus large à un antisionisme radical, bien que nos résultats montrent que seule une minorité de la population soutient réellement cette position.

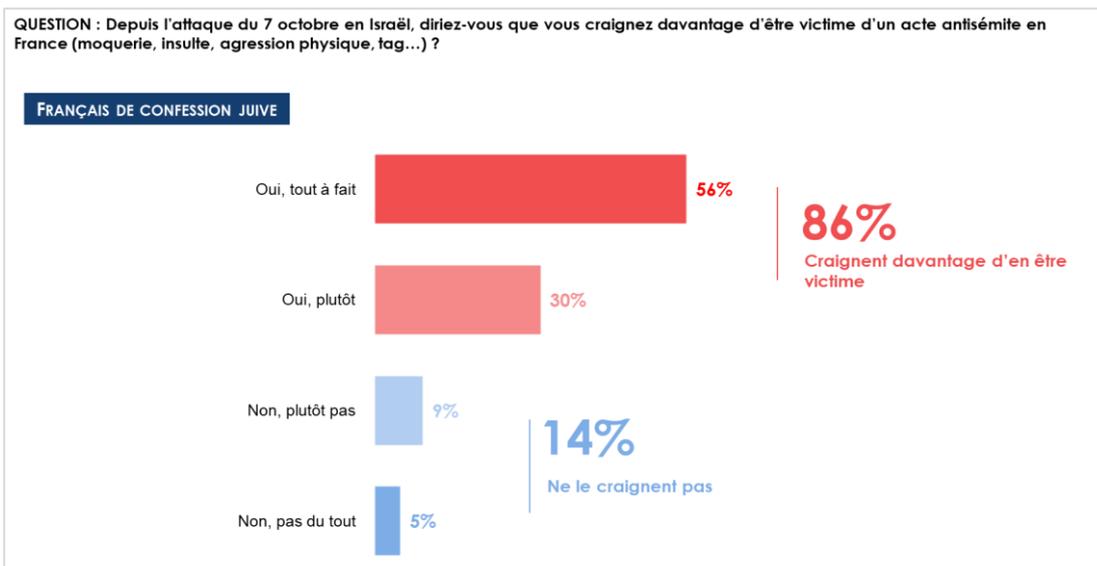
Le 7 octobre 2023 : point de bascule entre antisémitisme et antisionisme



Les Français juifs depuis le 7 octobre : entre crainte, isolement et réaffirmation identitaire

Dans un contexte de recrudescence des actes antisémites mais également d'une atmosphère lourde, les Français juifs vivent indéniablement dans la peur. 86% des sondés affirment ainsi craindre davantage depuis le 7 octobre d'être victime d'un acte antisémite. En outre, 56% déclarent ressentir cette peur de manière très prononcée. Face à la crainte d'une agression, une partie des Français juifs préfèrent dissimuler leur identité. 44% des personnes portant des signes religieux distinctifs indiquent avoir arrêté de les porter depuis le 7 octobre dans les espaces publics. Une personne sur cinq a retiré sa Mezouza, devant la porte de son domicile. 16% des sondés affirment même avoir changé leur nom sur les applications de livraison, par peur que leur patronyme ne trahisse leur identité ou leur religion et conduise à une agression.

La crainte d'être victime d'un acte antisémite depuis l'attaque du 7 octobre



Si la crainte domine donc depuis le 7 octobre, les résultats de l'étude donnent à voir un autre phénomène : celui d'une réaffirmation identitaire. Près des ¾ des sondés indiquent ainsi que le pogrom du 7 octobre a renforcé leurs convictions sionistes (73%) et leur identité juive (71%). De manière encore plus marquée, une personne sur deux rapporte que cet événement a considérablement renforcé ces aspects de leur identité. Ce phénomène reflète un mécanisme psycho-sociologique largement documenté : confrontés à un événement traumatisant et au sentiment de menace qui en découle, les individus ont tendance à se raccrocher plus fermement à leur identité de groupe. On notera que si les personnes pratiquantes sont un peu plus concernées (55% « beaucoup »), le phénomène opère également chez les personnes plus éloignées de la religion (40%). Il concerne toutes les tranches d'âge dans des proportions équivalentes. Plus notable encore, si la proportion de Français Juifs envisageant de quitter la France n'a pas évolué (52%), on observe que les candidats au départ envisagent avant tout Israël comme destination (58%), devant les Etats-Unis (15%), le Canada (9%), le Royaume-Uni (1%) ou un autre pays (16%). Un résultat d'autant plus notable que le 7 octobre a révélé une forme de vulnérabilité d'Israël.

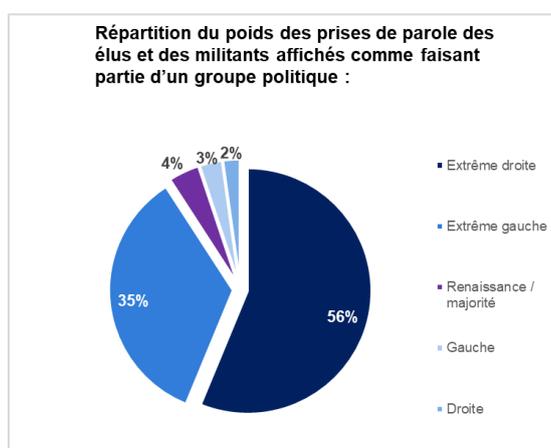
L'analyse de notre enquête révèle un autre phénomène marquant : un sentiment de solitude largement ressenti par les Français Juifs. En effet, 80% des répondants expriment avoir ressenti de la solitude suite aux événements du 7 octobre et à leur impact en France, dont 53% l'ont ressenti de manière prononcée. Les travaux scientifiques suggèrent qu'en réponse à une agression, un groupe minoritaire cherche non seulement protection mais aussi une reconnaissance claire et indiscutable des violences subies. Ce sentiment de solitude pourrait donc partiellement découler de l'hésitation de certains segments de la population à condamner sans ambiguïté les actes du Hamas.

Partie 4 : L'antisémitisme en 2024, un sujet devenu politique

Sur les réseaux sociaux, l'extrême gauche et l'extrême droite se mobilisent sur le sujet de l'antisémitisme

L'analyse des discussions sur les réseaux sociaux montre que les élus et militants aux deux extrêmes de l'échiquier politique sont ceux qui s'expriment le plus sur le sujet de l'antisémitisme. On notera ainsi que 56% des prises de parole émanent d'acteurs situés à l'extrême droite, 35% d'acteurs rattachés à la gauche radicale ou à l'extrême gauche, contre seulement 4% pour la majorité présidentielle, 3% pour la gauche et 2% pour la droite.

Les élus et les militants de la sphère extrême droite s'avèrent être les plus actifs et les plus viraux en ligne sur le sujet de l'antisémitisme



Parmi les personnes qui se sont le plus exprimées sur le sujet en 2023, on retrouve ainsi des personnalités plutôt marquées à droite ou à l'extrême droite : Jean Messiha, Bruno Attal, Gilbert Collard ou encore Julien Odoul. Mais on retrouve également des personnalités de la France insoumise : Thomas Portes, Antoine Léaument ou encore Manuel Bompard. Les personnalités marquées à l'extrême droite – membres du RN ou de reconquête – expriment leur inquiétude à l'égard de la montée de l'antisémitisme. Phénomène qu'ils lient à l'intégrisme islamiste. Récupération politique ou indignation sincère ? Il n'est pas possible de répondre à cette question. À l'opposé, les membres de La France insoumise critiquent ce qu'ils perçoivent comme une utilisation abusive de l'accusation d'antisémitisme. Selon eux, cela vise à réprimer les critiques formulées contre les actions d'Israël à Gaza. Ils dénoncent également ce qu'ils considèrent comme des accusations injustifiées à leur encontre.

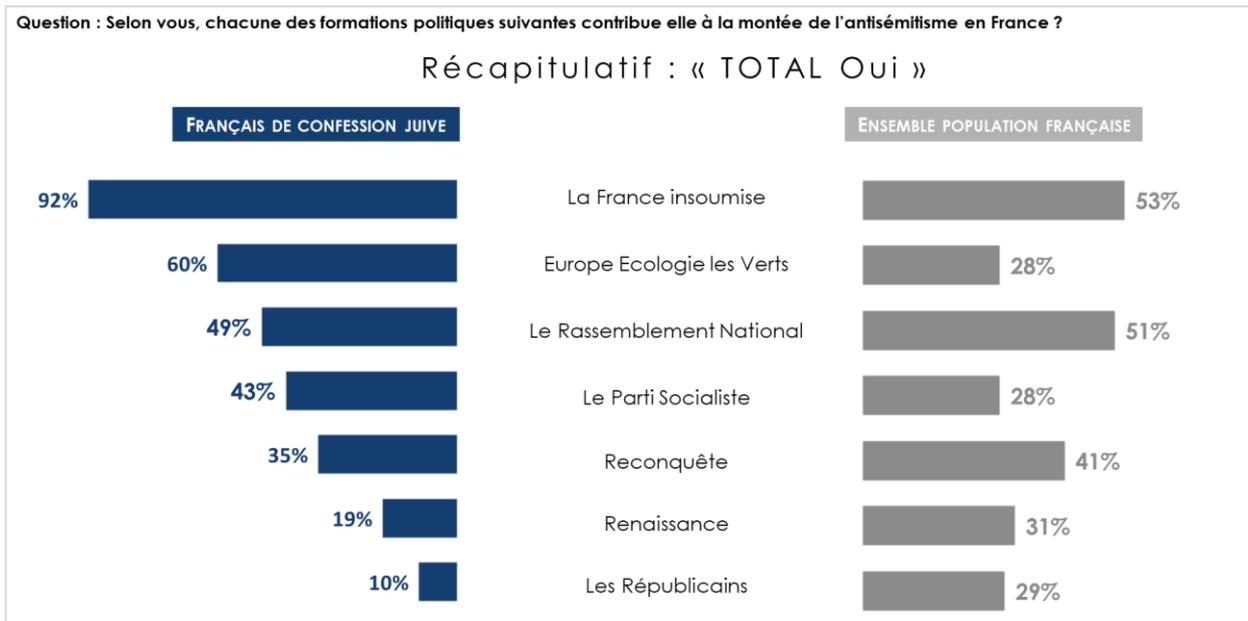
Les personnalités politiques qui se sont le plus exprimées sur le sujet de l'antisémitisme et de l'antisionisme sont le plus souvent aux extrêmes de l'échiquier politique

Prises de paroles des personnalités politiques par nombre de publications			
ANTISÉMITISME		ANTISIONISME	
Comptes	Posts	Comptes	Posts
Jean MESSIHA	199	Caroline YADAN	12
Bruno ATTAL	132	Meyer HABIB	5
Meyer HABIB	111	Thomas PORTES	3
Thomas PORTES	100	Jean MESSIHA	3
Fabrice DI VIZIO	96	Julien ODOUL	2
Françoise CASTEX	92	Françoise CASTEX	2
Gilbert COLLARD	78	Frederic FALCON	2
Caroline YADAN	69	Georges ABITBOL	2
Julien ODOUL	57	Jean-Philippe TANGUY	2
Antoine LÉAUMENT	54	Deborah ABISROR - DE LIEME	1
Valérie BOYER	46	Yannick LEVEQUE	1
Manuel BOMPARD	44	Franck ALLISIO	1
Arnaud LE GALL	42	Philippe DE VILLIERS	1
Olivier FAURE	36	François ASSELINEAU	1
Manon AUBRY	35	Manuel BOMPARD	1
Hadrien CLOUET	35	Kevin BOSSUET	1
Anthony SMITH	34	Julien LAFARGUETTE	1
Ersilia SOUDAIS	30	Matthieu LOUVES	1
Adrien QUATENNENS	28	Aurore BERGÉ	1
Nadège ABOMANGOLI	25	Fabrice DI VIZIO	1
Taha BOUHAFS	19	Amine EL-KHATMI	1
Deborah ABISROR - DE LIEME	18	Philippe DERVAUX	1
Jordan BARDELLA	18	Taha BOUHAFS	1
Frederic FALCON	18	Arnaud LE GALL	1
Mathilde PANOT	18	Damien RIEU	1

La France insoumise est perçue comme la formation contribuant le plus à la montée de l'antisémitisme

Depuis plusieurs années, Jean-Luc Mélenchon et certaines figures de la France insoumise cultivent des propos ambigus vis-à-vis de l'antisémitisme. Le « désamour » entre les Français Juifs et LFI est ancien mais semble avoir connu un point de non-retour depuis le 7 octobre. Le refus de condamner explicitement les crimes du Hamas a provoqué l'indignation. Dans ce contexte, 92% des Français Juifs estiment que la France insoumise contribue à la montée de l'antisémitisme en France et ils sont même 82% à répondre « oui, tout à fait ». Rarement l'IFOP a observé dans des enquêtes une proportion de « oui, tout à fait » aussi élevée. Dans une bien moindre mesure, les autres partis de la NUPES sont également incriminés : 60% des Français Juifs citent EELV (mais seulement 30% « oui, tout à fait ») et 43% évoquent le PS. Le RN est moins évoqué que LFI et EELV mais ne bénéficie pas pour autant d'un blanc-seing : une personne juive sur deux estime qu'il contribue à la montée de l'antisémitisme. La France insoumise est également citée par une personne sur deux en population générale (53%).

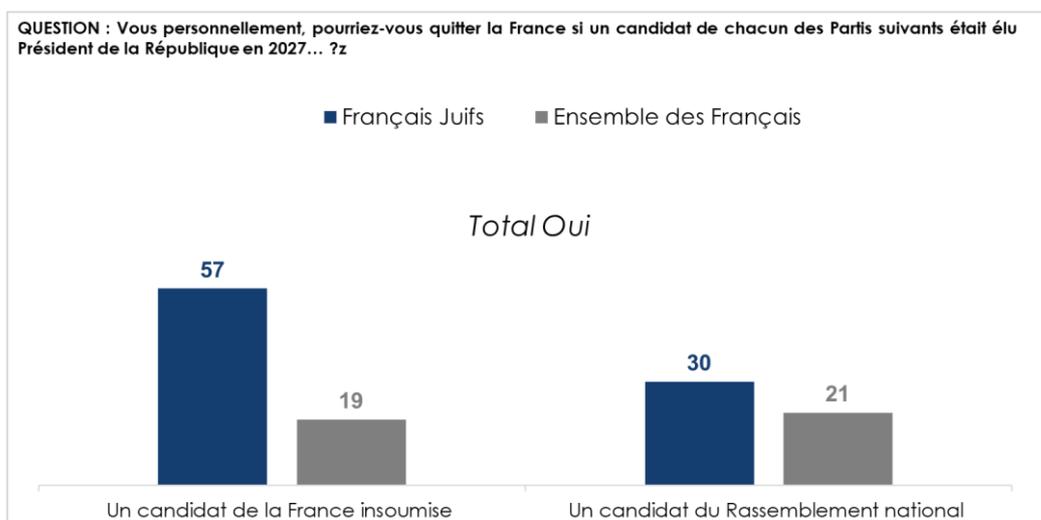
Le sentiment que différentes formations politiques contribuent à l'antisémitisme



Plus marquant encore, nous avons demandé aux répondants des deux échantillons s'ils pourraient quitter la France en cas d'élection d'un candidat de LFI ou du RN en 2027. La proportion de Français Juifs répondant « oui » en cas d'élection d'un membre du parti d'extrême droite est légèrement supérieure à la population générale (30% contre 21%). L'écart est spectaculaire en cas d'élection d'un candidat de LFI (57% contre 19%).

La propension à quitter la France en cas d'élection d'un candidat du RN ou de LFI

Total Oui



Conclusion

Les résultats de cette étude révèlent l'impact tangible du conflit israélo-palestinien et de l'évènement central du 7 octobre sur la montée de l'antisémitisme en France. Dans un climat où 61% des citoyens français de confession juive rapportent être parfois tenus responsables des événements au Proche-Orient, un quart d'entre eux indiquent avoir subi un acte antisémite depuis le 7 octobre. La crainte d'une agression est généralisée.

Alors que les jeunes Français Juifs rapportent plus largement être accusés des actions du gouvernement israélien et qu'ils sont davantage victimes d'actes antisémites, il semble difficile de nier qu'il existe un problème au sein de certains établissements scolaires. D'autant plus que les données en population générale montrent que sur fond d'évolution générationnelle dans le rapport à Israël, les jeunes sont un peu plus enclins à juger acceptables des actes antisémites. Il serait inapproprié de criminaliser les jeunes en Occident qui manifestent un soutien envers la cause palestinienne. Cependant, il est crucial de rester vigilant face à des expressions d'antisionisme tellement radicales qu'elles peuvent exclure ou marginaliser les étudiants juifs. Il est important de rappeler que le sionisme fait partie intégrante de l'identité juive. Bien qu'il existe des Juifs antisionistes, la grande majorité des Juifs soutiennent l'existence d'Israël et sont attachés à cette idée.

Alya intérieure, développement des établissements confessionnels, départ en Israël : depuis 20 ans, face à l'antisémitisme, et dans une société de plus en plus archipelisée, une partie des Français Juifs font sécession à leur corps défendant. Les résultats de l'étude laissent hélas craindre que la période que nous traversons se traduise par un nouveau repli. Réponse prévisible d'une minorité confrontée à la violence. En 2024, l'idéal républicain d'une société fraternelle unie dans la diversité n'a jamais semblé aussi difficile à atteindre.

François Legrand – Directeur d'études au Département Opinion & Stratégies d'Entreprise